

Délibération n° 2021-09-23/10

Objet : Monétisation du compte épargne temps

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi vingt-trois septembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 septembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 25

Nombre de membres représentés : 3

Secrétaire de séance : Brigitte RODRIGUEZ

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Christiane PISTRE *pouvoir à Jean-Pierre RICO*, Benoît DELTOUR *pouvoir à Mario MARCOU*, Laurie BELTRA *pouvoir à Jean-Pierre RICO*.

Absent non représenté : Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire du 31 mai 2010 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu le règlement intérieur du temps de travail approuvé au comité technique du 13 novembre 2015 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 19 novembre 2015 relatif au règlement intérieur du temps de travail ;

Vu le décret n°2020-723 du 12 juin 2020 portant dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale pour faire face aux conséquences de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant que l'instauration du compte épargne-temps est obligatoire dans les collectivités territoriales et doit déterminer, après avis du comité technique, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits ;

La collectivité propose d'indemniser, le compte épargne temps de 2 agents comme suit :

COMPTE EPARGNE TEMPS AGENT CATEGORIE B			
Catégorie B		Nombre de jours	Montant total
Montant brut de l'indemnité par jour épargné	90,00 €	52	4 680,00 €
Assiette CSG / CRDS (98,25 % du montant brut)	88,43 €		
CSG (9,20 %)	8,14 €		
CRDS (0,50 %)	0,44 €		
Montant net	81,42 €	52	4 233,84 €

COMPTE EPARGNE TEMPS AGENT CATEGORIE A			
Catégorie A		Nombre de jours	Montant total
Montants bruts de l'indemnité par jour épargné	135,00 €	37	4 995,00 €
Assiette CSG / CRDS (98,25 % des montants bruts)	132,64 €		
CSG (9,20 %)	12,20 €		
CRDS (0,50 %)	0,66 €		
Montant net	122,13 €	37	4 518,81 €

L'indemnité est imposable et assujettie aux mêmes cotisations et contributions que les éléments du régime indemnitaire.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- procéder à la régularisation des sommes dues au titre du compte épargne temps des 2 agents concernés,
- dire que les sommes brutes respectives seront ajoutées au dernier bulletin de salaire de ces agents en décembre 2021,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2021, chapitre 012.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 23 septembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.